



Éditorial Michel Salingue, secrétaire général

## Marginalisation et démantèlement

**F**in janvier, chacun découvrait l'ampleur de la baisse de sa pension liée à la hausse de la CSG de 1,7 point. Il s'agit d'une perte définitive de pouvoir d'achat qui ne pourra jamais être compensée puisque nos pensions, au mieux, évoluent en fonction de l'indice des prix. Déjà le gouvernement annonce, pour 2018, une « année blanche » sans aucune revalorisation. L'objectif clairement affirmé depuis plusieurs années est de réduire le poids des retraites dans l'économie.

“ Ce démantèlement est guidé par la doxa néolibérale qui veut que tout ce qui peut rapporter soit confié au privé, faisant primer la rentabilité financière sur le service aux citoyens. ”

Comme le nombre de retraités va inéluctablement augmenter, c'est la pension de chacun, retraité d'aujourd'hui comme retraité de demain, qui est appelée à baisser. Dans cette société basée, avant tout, sur la richesse et la compétition, les retraités sont considérés comme « inutiles » et représentent, avant tout, un « coût ». A terme, c'est à une marginalisation des retraités que nous assisterons. Contrer cette mise à l'écart de la société nécessitera des mobilisations de grande ampleur. Les manifestations du 28 septembre dernier qui ont regroupé 80 000 retraités étaient

une première étape. Il nous faudra faire plus et mieux le 15 mars prochain.

Ces dernières semaines le gouvernement annonçait un véritable plan de démantèlement de la Fonction publique : 120 000 postes de fonctionnaires supprimés, un plan de départs volontaires, le recours massif aux contractuels, le transfert de nombreuses missions de service public au privé.

A cela s'ajoutent l'annonce de 60 milliards d'euros d'économies sur les finances publiques durant le quinquennat, le blocage du point d'indice des fonctionnaires actifs, le rétablissement de la journée de carence et la nouvelle réforme des retraites qui annonce la disparition des principes qui guidaient le Code des pensions civiles et militaires. Bien évidemment ce plan concerne les trois versants de la Fonction publique, État, collectivités territoriales et hospitalière.

En s'attaquant ainsi à la Fonction publique le gouvernement remet en cause un des piliers essentiels de la République.

S'ajoutant aux privatisations déjà annoncées, ce démantèlement est guidé par la doxa néolibérale qui veut que tout ce qui peut rapporter soit confié au privé, faisant primer la rentabilité financière sur le service aux citoyens.

Une telle remise en cause concerne, au premier chef, les fonctionnaires eux-mêmes mais, aussi l'ensemble des citoyens. C'est à ce double titre que la FGR-FP appelle chacun et chacune à participer aux actions qui seront menées pour défendre la Fonction publique.

■ Paris, le 10 février 2018